



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/L.411
24 avril 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Douzième session
Accra (Ghana)
20-25 avril 2008

Compte rendu de la réunion parallèle de la CNUCED

**POTENTIEL ET PERSPECTIVES DU COMMERCE ET DE
L'INVESTISSEMENT ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT
ET PAYS EN TRANSITION**

Établi par le secrétariat de la CNUCED

Introduction

1. Pour la première fois depuis longtemps, une réunion était consacrée à un phénomène extrêmement dynamique et pourtant presque jamais évoqué, à savoir le commerce et l'investissement entre pays en développement et pays en transition.
2. Le commerce entre pays en développement et pays en transition a enregistré une formidable croissance entre 2000 et 2006, en partant d'un niveau fort bas dans les années 90. En 2006, les exportations totales des pays en transition vers les pays en développement se sont élevées à 82 milliards de dollars É.-U., soit une augmentation de 290 % par rapport au niveau de 2000. Les importations totales de ces pays en provenance des pays en développement se sont accrues davantage encore, enregistrant une augmentation de 424 %, pour s'établir à 73 milliards de dollars É.-U. en 2006.
3. Bien que toujours faible par rapport à l'IED Sud-Sud, l'investissement étranger direct entre les pays en développement et les pays en transition a clairement affiché une tendance à la hausse

au cours des dix dernières années et continuait à s'intensifier. Les investissements extérieurs réalisés par ces deux groupes de pays ont atteint 193 milliards de dollars É.-U. au total en 2006, soit un niveau record correspondant à 16 % des investissements mondiaux extérieurs, alors qu'ils n'en représentaient que 7 % seulement dix ans auparavant.

4. La réunion a été animée par M. Andrei Savinykh, Représentant permanent adjoint du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève et a accueilli plusieurs intervenants principaux: M. Carlos Márcio Cozendey, Ministre, Directeur du Département de l'économie du Ministère des affaires étrangères (Brésil); M. Andrei Kemarskiy, Directeur adjoint au Ministère des affaires étrangères (Fédération de Russie); M. Amarendra Khatua, Vice-Secrétaire, Département du commerce du Ministère du commerce et de l'industrie (Inde); et M. Zhanat Mukashev, Chef du Service des affaires étrangères, Cabinet du Premier Ministre (Kazakhstan).

Situation actuelle

5. L'expansion rapide du commerce et de l'investissement entre les pays en développement et les pays en transition a été perçue comme un signe majeur de l'évolution géographique des relations économiques internationales qui, parallèlement au commerce et à l'investissement Sud-Sud, pouvait apporter une réelle contribution du développement. Il n'en restait pas moins que le dynamisme du phénomène ne concernait qu'un petit nombre de pays, pour la plupart des pays membres de la Communauté d'États indépendants ou des pays en développement d'Asie.

6. Contrairement au passé, ces nouveaux flux de commerce et d'investissement répondaient à des orientations de marché, conformément aux intérêts économiques et à l'avantage comparatif des partenaires commerciaux, et apparaissaient donc plus durables et plus complémentaires.

7. Les principaux secteurs de produits d'exportation des pays en transition vers les pays en développement étaient les combustibles – notamment pétrole brut, gaz naturel et charbon – et les métaux communs. Les exportations des pays en développement vers les pays en transition étaient plus diversifiées et relevaient principalement du secteur manufacturier (textiles et vêtements, produits électriques et électroniques, véhicules et machines, par exemple). Les exportations de denrées agricoles et alimentaires étaient aussi orientées à la hausse.

8. Les flux d'IED entre pays en développement et pays en transition étaient déterminés en grande mesure par la demande croissante d'énergie et la recherche de nouveaux et vastes marchés, ainsi que par la proximité, les affinités culturelles et les liens historiques.

Perspectives

9. Le potentiel et les perspectives du commerce et de l'investissement entre les deux groupes de pays étaient considérables, notamment si leurs relations dans ce domaine s'appuyaient sur une large coopération et des larges partenariats d'investissement; des mesures de facilitation du commerce et de l'investissement; des accords de transfert de technologie et une amélioration des infrastructures d'appui au commerce, s'agissant en particulier des liaisons de transport. Ces nouveaux liens de coopération pourraient par ailleurs être étayés par des mesures d'allègement de la dette, l'octroi de préférences commerciales (en particulier aux PMA), des politiques novatrices, la libéralisation du commerce (réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires), ainsi que par un commerce de services de pointe, notamment dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

10. Plusieurs domaines dynamiques se prêtant à une coopération immédiate entre ces pays ont été évoqués: énergie, industries extractives, services et agriculture.

Enjeux

11. Plusieurs facteurs, notamment l'absence de liaisons de transport ou un manque d'information sur les débouchés commerciaux, empêchaient de tirer pleinement parti d'un renforcement des relations en matière de commerce et d'investissement. En outre, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce de pays en développement ou de pays en transition qui n'en étaient pas encore membres ainsi que l'octroi du «statut d'économie de marché» à tous les pays en transition pourraient stimuler le commerce et l'investissement entre les deux groupes de pays. Un autre enjeu était de maintenir le dynamisme de ces flux de commerce et d'investissement et d'en faire bénéficier d'autres pays en développement, notamment en Afrique. L'expansion du commerce entre pays en développement et pays en transition devrait également reposer dans une plus large mesure sur le commerce des services, dont le potentiel était considérable.

Rôle de la CNUCED

12. Les participants ont instamment invité la CNUCED à accroître ses travaux de recherche et d'analyse sur le commerce et l'investissement entre pays en développement et pays en transition et à suivre en permanence l'évolution de la situation dans ce domaine, ainsi qu'à adapter ses programmes de coopération technique à des besoins spécifiques, par exemple la modernisation des infrastructures de transport ainsi que des bases de données ou de connaissances. La CNUCED devrait également examiner les nouvelles questions de politique générale et les nouvelles tendances liées à l'accroissement des flux de commerce et d'investissement, en vue de promouvoir les complémentarités possibles et d'optimiser les avantages pour le développement.
